

10 ans

à votre service.
Merci pour
votre confiance !

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

10 ans

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

N°058 | Vendredi 24 novembre 2023 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA



IMAGINE DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

DÉVELOPPEMENT

P. 3

DÉFICIT D'INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE DE L'OUEST :

Ce que prévoit la CEDEAO



ECO-SOCIAL

P. 2

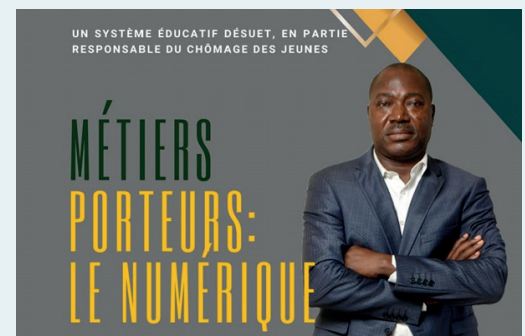
« Le fossé s'accroît entre la capacité des pays à offrir des logements abordables et la demande en forte croissance »,
Emmanuel Barry

CULTURE

P. 7

LITTÉRATURE :

Pawou Batana dévoile les secrets du numérique



ECO-SOCIAL

P. 5

FISCALITÉ :

L'OTR a dédié une semaine aux nouvelles entreprises

ECO-SOCIAL

P. 5

DIGITAL ET EXPÉRIENCE CLIENT :

Khalid Kéziré partage son savoir-faire à Abidjan



UN MONDE DE COM !

P. 6

La communication du dirigeant : Un excellent levier pour valoriser la notoriété

Xtraline

Avec **Xtraline**,
profitez de chaque kilomètre
durant vos trajets

☎ ZENER SA

☎ +228 90 22 54 56

☎ Agoè - Nyekonakpoè - Ramatou - Aného - Kpalimé
Nous vous apportons l'énergie

Emmanuel Barry : « Le fossé s'accroît entre la capacité des pays à offrir des logements abordables et la demande en forte croissance »

Dans un podcast disponible sur le site de la banque, Emmanuel Cheick Oumar BARRY, Directeur du département Santé, Education et Immobilier de la BOAD, explique la stratégie de la Banque en matière d'habitat social.



Pouvez-vous préciser l'importance de la notion « social » dans cette question de l'habitat ?

Nous pouvons considérer qu'il y a essentiellement trois types de logements en fonction de la catégorie socio-économique du ménage qui va habiter dans ce logement. Pour les ménages avec des revenus modestes, vous aurez le logement social. Celui-ci est généralement fortement subventionné par l'Etat ou les collectivités territoriales ou locales. Les règles de gestion et d'attribution pour ce type de logement sont aussi assez précises. Les loyers seront réglementés et l'accès à ces logements sera conditionné à une preuve de ressources maximales. Cela veut dire que ces logements s'adressent à des ménages ayant des revenus inférieurs ou égaux à ceux que l'Etat va fixer. Cette catégorie de ménages est généralement

constituée des foyers les moins nantis.

Par la suite, vous avez le logement dit économique qui sera destiné à des familles ayant des revenus plus élevés que ceux des ménages dits sociaux, mais leurs revenus ne seront pas suffisants pour qu'ils accèdent à un logement décent sans une aide publique ou de la part des collectivités.

Enfin, vous aurez le logement dit de standing qui va s'adresser à des ménages ayant des revenus confortables leur permettant d'accéder à une habitation dont le coût va généralement être fixé par le marché. Donc, en matière d'habitat social, la stratégie de la banque va porter essentiellement sur deux types de logements : le logement dit social et le logement dit économique.

Le logement est un véritable moteur de cohésion sociale. Pour-

tant, il suffit de regarder autour de nous pour voir que le déficit est criant et que la précarité qui en découle est aussi alarmante. Pouvez-vous dresser l'état des lieux dans la sous-région ?

Nos pays font face à une forte croissance démographique au niveau urbain qui, chaque année, entraîne un déficit de 3,5 millions d'unités de logements au sein de l'espace UEMOA. Les estimations sur le déficit en logements dits abordables avaient été évaluées par la Caisse Régionale de Refinancement Hypothécaire (CRRH) de l'UEMOA à 800 000 unités dans l'Union. Ce qui signifie que 800 000 nouvelles unités d'habitation de type social devraient être construites chaque année pour répondre aux besoins de la population. Il faut noter que les pays de l'

UEMOA font face à une croissance démographique surtout observée autour des grandes villes, centres urbains, capitales qui s'accompagne d'un phénomène d'étalement urbain qui s'accroît avec la constitution de nouvelles villes qui vont regrouper des populations de classes et de niveaux socio-économiques similaires.

L'étalement urbain que vous venez d'évoquer est un mouvement inexorable lié au fait qu'il n'y a plus de place au centre des villes et que, par conséquent, les villes s'étendent et les prix des logements deviennent exorbitants. Cet étalement entraîne également plus long déplacement dans des villes de plus en plus vastes. Ce phénomène finit par coûter cher aux ménages qui économisent certes sur le prix du logement en s'éloignant, compte tenu du fait qu'ils finissent par le payer autrement.

Oui, tout à fait. Ces classes sociales, les plus fragiles, vont se retrouver davantage marginalisées en raison du coût additionnel de cette mobilité vers leur lieu de travail, sans compter le temps qu'elles vont passer dans les transports en raison des embouteillages. Cette concentration de populations dans et autour des centres urbains requiert des volumes de construction de nouvelles unités inédites. Or, on observe que moins de 100 000 logements sociaux sont construits chaque année dans l'espace UEMOA. Cela signifie donc que le gap est en train de s'accroître entre la capacité des pays à offrir des logements abordables et la demande en forte croissance. L'enjeu dans l'UEMOA reste donc la prise en compte à la fois de l'impératif de produire plus de logements, et de nécessité dans le même temps à maintenir les coûts de l'accès à la propriété plus faiblement possible pour les ménages les plus vulnérables. Cela signifie que le fossé est en train de s'accroître entre la capacité des pays à of-

frir des logements abordables et la demande en forte croissance.

Pour faire face à l'exode rural et surtout à la croissance démographique, la plupart de nos Etats ont, dans le domaine de l'immobilier social, des programmes nationaux, plutôt ambitieux. De quelle manière la BOAD accompagne-t-elle ces divers projets ?

La BOAD accompagne déjà depuis plusieurs années les Etats dans le déploiement de leurs stratégies nationales de construction de logements sociaux. A titre d'exemple, elle a financé à hauteur de 80 milliards de FCFA, soit près de 120 millions de dollars, la construction et la viabilisation de 3 000 logements sociaux et économiques dans la commune d'Ouèdo, au Bénin. Elle a aussi financé un projet de construction de logements sociaux dans le quartier de Samanko en périphérie de la ville de Bamako au Mali. Mais la BOAD est allée au-delà du financement direct de la construction de logements. En tant qu'acteur majeur du système bancaire régional, elle a mis à disposition des banques commerciales, des ressources à longue maturité qui vont permettre de réduire le coût du crédit pour les ménages les plus modestes et qui désirent acquérir un logement. En d'autres termes, grâce à l'intervention de la BOAD, le ménage qui souscrit un prêt hypothécaire auprès d'une banque commerciale peut bénéficier de meilleures conditions de crédit. Les ressources mobilisées par la banque et rétrocédées à la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de

SUITE À LA PAGE 3

CÉLÉBRATION DU CINQUANTENAIRE DE LA BOAD

Report des séminaires et du forum présidentiel

Les festivités prévues pour célébrer le cinquantenaire de la Banque ouest africaine de développement (BOAD) ont été ajournées.

Le président de l'institution, Serge Ekué, a décidé le 8 novembre, de reporter « sine die » les séminaires réservés aux administrateurs et ministres statutaires et le forum présidentiel qui devraient se dérouler les 12, 13 et 14 novembre.

Ce report est motivé par « la volatilité du contexte international et particulièrement de celui qui prévaut encore à date dans la région ».

« Nous exprimons nos regrets

à l'égard de nos actionnaires, clients et partenaires pour tout inconvénient occasionné par ce report. Nous travaillons activement à déterminer au plus vite les prochaines dates pour ces événements », a fait savoir, à travers un communiqué, Serge Bouah, le Directeur des Départements des Relations Institutionnelles, de la Communication et des Relations Publiques.

Dans un courrier adressé le 9 novembre aux partenaires, M. Ekué a remercié tous ceux qui se sont mobilisés pour une participation effective à cette célébration. Il a renouvelé sa profonde reconnaissance et sa gratitude aux chefs d'Etats de

l'Union (UEMOA), aux partenaires techniques et financiers de la BOAD, « pour leur indéfectible soutien à notre Institution communautaire ».

Néanmoins, d'autres manifestations, qui n'ont regroupé que le personnel, se sont déroulées au siège de la Banque.

Cet anniversaire, marquant un demi-siècle d'engagement et de contribution de la BOAD au développement de la région, est placé sous le signe de la réflexion autour du thème « 2023-2073 : financer le développement autrement, la BOAD du prochain cinquantenaire ».

Amen LeSaint



l'UEMOA ont permis d'allonger les échéances des prêts au logement en moyenne de 7 à 14 ans entre 2013 et 2018.

Dans l'acception collective, l'immobilier de standing est du ressort du secteur privé et le social revient aux Etats. La BOAD soutient-elles le développement des parcs locatifs avec des bailleurs sociaux privés ?

Je corrige un peu votre affirmation. Le logement social

peut être aussi du ressort du secteur privé, qu'il s'agisse de la construction ou de l'exploitation. Tout dépend du cahier de charges qui va être fixé par la puissance publique. Celui qui construit le logement et celui qui l'exploite ne permettent pas de vous dire s'il s'agit d'un logement social ou non. Tout dépend du cahier de charges, encore une fois que l'Etat va fixer.

Donc, les Etats s'appuient sur les investisseurs privés ?

Tout à fait. Puisque le parc locatif fait partie des axes d'intervention de la banque. Mais au regard des besoins des Etats, les logements sociaux, économiques constituent la priorité de son action.

D'ici 2030 et au meilleur des perspectives, où en serons-nous dans la disparité immobilière au sein de nos Etats ?

Il est difficile de donner une projection précise de ce que sera 2030. Mais les actions des Etats, des collectivités territoriales locales, mais aussi du secteur privé, visent à accroître l'offre de logements dans l'espace communautaire. Et ces stratégies sont en train de monter en puissance. Au-

tant les programmes publics de construction de logements sont ambitieux, autant le secteur privé a aussi démarré des projets de construction de villes nouvelles avec une offre d'habitation d'un nouveau type. Tout dépendra des dispositions réglementaires qui seront mises en place pour contrôler la spéculation foncière d'une part, mais aussi des dispositions fiscales qui pourraient être mises en œuvre pour inciter davantage d'acteurs du secteur immobilier à investir dans le logement social. Enfin, les politiques qui visent à créer des pôles économiques en dehors des grandes capitales pourraient aussi avoir une incidence sur la demande de logements. Ces politiques vont accroître les capacités, notamment agricoles des pays. A titre d'exemple, cela pourrait entraîner des mouvements inverses des populations qui, au lieu de venir se concentrer dans les villes, vont plutôt quitter les villes pour aller s'installer dans ces nouveaux bassins de croissance.

L'exode urbain en fin de compte, pourrait résoudre le problème de la congestion des grandes villes, mais aussi la question de l'emploi, surtout chez les jeunes qui pour-

raient par exemple se spécialiser dans les métiers de l'agriculture et des industries alimentaires où il y a tant à faire.

Tout à fait. Je pense que vous aurez l'opportunité au cours des prochaines semaines, à travers d'autres interviews, d'entendre d'autres experts dans les autres secteurs d'intervention de la banque et qui pourront vous confirmer la démarche, notamment au niveau de l'agrobusiness.

Parlant de l'impact environnement qui de nos jours est une notion cruciale dans le développement d'un territoire inclusif et durable, la BOAD est engagée à accompagner les Etats dans le développement de l'immobilier social. Est-ce que vous manifestez une exigence d'innovation dans le choix des partenaires pour la réduction thermique ou des bâtiments performants par exemple ?

Oui. Tous les projets financés

par la banque intègrent systématiquement cette considération de durabilité. Les instances dirigeantes de la banque y veillent et en font une priorité. Les innovations, notamment en termes de matériaux de construction pour accroître la performance énergétique des bâtiments, sont intégrées dans les projets accompagnés par la banque. À titre d'exemple, dans les lots financés par la banque dans la commune d'Ouèdo au Bénin, des nouvelles technologies ont été intégrées, notamment celles visant à construire des blocs entiers d'habitation et à les empiler ensuite les uns sur les autres pour accroître la performance au niveau de l'isolation thermique des bâtiments alors que le système habituel classique consistait à poser les briques les unes sur les autres et ce système est à la fois moins durable, mais aussi moins isolant sur le plan thermique. Toutefois, il faut aussi reconnaître que toutes les innovations ne pourront pas être incluses dans les projets en raison du surcoût que cela peut entraîner d'une part, mais aussi de la non-maîtrise de ces nouveaux processus par les acteurs de la construction dans l'espace communautaire.

Déficit d'infrastructures en Afrique de l'Ouest : ce que prévoit la CEDEAO

En août dernier, un atelier thématique organisé dans le cadre du cinquante-naire de la BOAD, s'est porté sur le thème « financer le développement d'infrastructures pour réussir l'intégration régionale ». Le panel d'expert a relevé que l'insuffisance d'infrastructures est le principal obstacle à l'atteinte du taux de croissance de 7 % nécessaire pour réduire la pauvreté et mettre les économies de la région ouest africaine sur la voie de l'émergence.

La mise en œuvre des projets d'infrastructures régionales structurantes devra contribuer à améliorer les échanges entre les pays d'Afrique de l'ouest qui ne représente que 15 % aujourd'hui contre 51 % en Afrique australe.

Dans la zone UEMOA, la situation liée aux infrastructures de transport est encore dramatique. Sidi Maïga, responsable du domaine des Infrastructures de la BOAD, regrette un « faible niveau d'intermodalité entre les différents modes de transport, l'exploitation presque à l'arrêt du transport ferroviaire, la forte proportion de routes ne disposant pas d'entretien adéquat et un indice relatif à la qualité des infrastructures dans l'UEMOA qui se situerait entre 2,2 et 3,7 classant les pays de la zone entre 87ème et 128ème rang sur 144 pays. ».

L'insuffisance des ressources concessionnelles, le long cycle de la préparation ou du développement des projets, la non-conformité des infrastructures et des équipements, la faible intégration des aspects environnementaux, sociaux, genre et climatiques, les conflits et crises sociopolitiques et financières constituent des goulots qui handicapent le développement des infrastructures dans la zone UEMOA.

L'importance économique du chemin de fer a diminué au profit de la route

« Au cours des 30 dernières années, l'importance économique des chemins de fer en Afrique de l'Ouest a fortement diminué, principalement en raison



Photo : illustration

de l'amélioration continue des infrastructures routières et de la détérioration de la qualité des services ferroviaires. La première conséquence à cette situation impacte les corridors ferroviaires qui ont de plus en plus de difficulté à générer des revenus substantiels et nécessaires pour financer la modernisation des voies ferrées et assurer l'entretien à un niveau de fonctionnement acceptable. Dans le cadre de la privatisation, les entreprises concessionnaires des transports ferroviaires ont donné la priorité au transport de marchandises qui dans une certaine mesure semble plus rentable. Néanmoins, les marges bénéficiaires sont relativement faibles aujourd'hui, compte tenu des conditions de transport et de la forte détérioration des voies et la vétusté du matériel roulant », selon Gueye ancien commissaire charge des infrastructures de la commission de la CEDEAO. La question des rôles et responsabilités des acteurs dans la préparation et le développe-

ment des projets d'infrastructures s'est posée notamment l'importance de la gestion prospective des emprises des projets surtout la gestion des contraintes technique, sociale et financière liées à la libération des emprises lors de la mise en œuvre des projets, et la mise en place d'un mécanisme pour la prise en charge adéquate des coûts liés à l'indemnisation des populations affectées et au déplacement des réseaux des concessionnaires.

Il est primordial de développer tous les sous secteurs des transports, notamment les secteurs ferroviaire et aérien. Les acteurs étatiques devront accorder une importance au développement des projets ferroviaires en vue de répondre aux défis du changement climatique, de préparer et de développer des projets d'infrastructures éligibles aux financements verts.

Que prévoit la CEDEAO dans son plan directeur des infrastructures de transport ?

Au total, 56 projets dont 49 in-

vestissements et 7 projets de renforcements de capacités, de facilitation et d'études sont contenus dans le plan directeur des infrastructures de transports de la CEDEAO 2020-2045. Les besoins retenus pour attirer des investissements en vue de favoriser l'intégration régionale dans la zone CEDEAO couvrent 6 secteurs. Dans le secteur routier, 16 projets routiers et autoroutiers que sont des projets de doublement de voies, de réhabilitation et construction de nouveaux axes, ont été planifiés, couvrant un linéaire total de 19 919 km. Dans le secteur ferroviaire, 13 projets devront permettre de construire et de réhabiliter 21 610 km de rails dont 2 projets de réhabilitation de voies ferroviaires en très mauvais état en ce moment et 11 projets de construction de ligne de train rapide et moderne. Parmi ces projets, on peut citer le Corridor ferroviaire Lomé-Blitta-Mango-Dapaong (Togo) - Fada Ngourma - Ouagadougou (Burkina Faso) long de 1 059 km.

« Le coût du programme d'investissement retenu dans le Plan Directeur des infrastructures terrestres (dans l'espace CEDEAO) est de 73,4 milliards de dollars pour le secteur des transports, principalement pour les chemins de fer (46,1 milliards de dollars) et les routes (19,4 milliards de dollars). », informe M. Gueye.

Il est prévu 5 projets dans le secteur aéroportuaire dont 3 projets de construction d'aéroport, un projet d'extension et un projet d'entretien d'aéroports et du renforcement des contrôles. Aussi, 9 projets de ports, de terminaux et d'équipements portuaires dans le sous-secteur maritime et portuaire sont en perspectives.

Trois projets ont été identifiés dans le sous-secteur fluvial. Ces projets portent sur la construction d'un quai d'escale, le balisage des lits fluviaux et l'acquisition des flottes et d'équipements portuaires.

Joseph Mensah-Boboe

FISCALITÉ: L'OTR a dédié une semaine aux nouvelles entreprises

Du 13 au 17 novembre, l'Office Togolais des Recettes (OTR) s'est intéressé aux nouvelles entreprises créées au Centre de formalités des entreprises (CFE) depuis le début de l'année 2023.

Baptisée « La semaine de la Nouvelle Entreprise », cette initiative de la régie financière publique, qui est à sa première édition, est organisée dans le but de renforcer le civisme

fiscal tout en facilitant le développement et la croissance de ces nouvelles entreprises.

Le programme s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'OTR axée sur la sensibilisation au civisme fiscal et l'accompagnement du secteur privé du pays. Cette semaine a offert l'opportunité unique aux promoteurs de ces nouvelles entreprises de mieux comprendre les droits et les obligations qui les concernent.

L'éducation fiscale placée au cœur de cette semaine spéciale traduit l'ambition de l'OTR à créer un environnement propice à la compréhension mutuelle entre l'administration fiscale et ces entreprises.

Ainsi, les nouvelles entreprises créées au Centre de Formalités des Entreprises (CFE) de janvier 2023 à ce jour ont pris part à cet événement conçu spécialement pour elles du 13 au 17 novembre 2023 dans la

grande salle de l'Agora Senghor à Lomé.

« Cette Semaine de la Nouvelle Entreprise reflète l'engagement de l'OTR à favoriser un climat économique sain et à soutenir activement le tissu entrepreneurial du pays. En offrant un espace dédié à l'éducation et à la collaboration, cet événement contribuera à renforcer les fondations des nouvelles entreprises et à favoriser leur réussite à long terme

», a indiqué la direction de la communication et des services aux usagers de l'OTR.

A fin juin 2023, 8283 nouvelles entreprises ont été enregistrées dans les registres du Centre de formalités des entreprises (CFE) dont 5989 portées par des hommes, et 2294 portées par les femmes, soit un pourcentage de 27 %.

Amen LeSaint

DIGITAL ET EXPÉRIENCE CLIENT: Khalid Kéziré partage son savoir-faire à Abidjan

La capitale ivoirienne a accueilli des rencontres animées par Khalid Kéziré, responsable marketing et de la communication digitale à la Bank Of Africa (BOA) -Togo.

Le 14 novembre, celui-ci a mesuré, dans une conférence, l'impact de l'expérience client sur la croissance des entreprises.

Le conférencier a partagé des idées et stratégies pour remodeler les entreprises grâce à une focalisation sur l'expérience

client ainsi que des études de cas et stratégie pour démontrer comment une expérience client exceptionnelle peut être un moteur de croissance.

Aux côtés de quelques personnalités telles que Nour Diarasouba, Sharon CAMARA et Leo Zik, M. Kéziré a débattu le 18 novembre au cours d'un panel lors d'une conférence, autour du thème « le digital, un levier de croissance pour l'entrepreneuriat ».

« Au cœur de ces conférences,



Khalid Kéziré à Abidjan le 14 novembre

l'objectif était de dessiner les contours d'une nouvelle ère pour les entreprises : une ère où l'expérience client et le numérique sont les piliers incontournables

d'une croissance durable et fructueuse », a fait savoir l'orateur.

Les rencontres ont rassemblé des chefs d'entreprises, entrepreneurs, professionnels du

service client, directeurs marketing, et responsables commerciaux.

Amen LeSaint



IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Révisé N° 0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018

Directeur Général

Tété B. MENSAH-BOBOE

boboesejoseph@gmail.com

Tel : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant:

Jean-François Pollet

Directeur de publication

ANIKA Koffi Amen

Tél : +228 91024439

Comité de Rédaction:

Joseph Mensah-Boboe

Cécile SOSSOU

Service commercial:

(+228) 70353590 /

93231786 / 79483748

Mise en page

A. Maxime +228 91 08 91 02

Imprimerie

Light Print, Qt Forever

1000 exemplaires)

Distribution

DAMALI Kossi

Contacts

Avepozo Ibomonou

Tél: (+228) 70353590 / 93231786

La communication du dirigeant : Un excellent levier pour valoriser la notoriété

Par Cyrille Djami, Consultant en communication stratégique et d'influence

La communication est un pilier fondamental pour le succès d'une entreprise ou d'une organisation. Parmi ses composantes, la communication du dirigeant se distingue par son rôle central. Elle est le reflet de la vision, des valeurs et de la stratégie de l'entreprise, mais elle est également un levier stratégique incontournable pour la valorisation de la notoriété. Dans cet article, nous explorerons en profondeur l'importance de la communication du dirigeant, en mettant en lumière ses enjeux majeurs et en illustrant nos propos à l'aide d'exemples concrets, afin de permettre à nos lecteurs en Afrique de saisir pleinement les implications de ce sujet crucial.

1. Évolution de la Communication du Dirigeant

La communication du dirigeant, telle que nous la connaissons aujourd'hui, a évolué au fil du temps, principalement en Occident. En Occident, notamment en Amérique du Nord et en Europe, la communication du dirigeant a pris de l'ampleur au cours du XXe siècle. Les avancées technologiques, telles que la radio, la télévision et plus récemment Internet, ont permis aux dirigeants d'entreprises et d'organisations de s'adresser directement au grand public. Des personnalités comme Henry Ford, le fondateur de Ford MotorCompany, ont été parmi les pionniers de la communication du dirigeant en utilisant ces nouveaux médias pour promouvoir leurs entreprises.

En Afrique, la communication

du dirigeant est une discipline relativement récente. Cependant, les hommes d'affaires, chefs d'entreprises et d'organisations commencent de plus en plus à se l'approprier. Des personnalités charismatiques telles que ThioneNiang, entrepreneur et activiste sénégalais, ont compris l'importance de la communication du dirigeant pour renforcer leur image de marque et influencer positivement leur environnement. ThioneNiang, notamment, a su utiliser les médias et les réseaux sociaux pour promouvoir ses initiatives philanthropiques et son engagement social, devenant ainsi une référence en matière de communication du dirigeant en Afrique.

2. La Communication du Dirigeant : Un pilier de la stratégie

La communication du dirigeant est un élément fondamental de la stratégie globale de l'entreprise. Elle sert de boussole, guidant l'ensemble de l'organisation vers des objectifs communs. Elle incarne la vision du dirigeant et oriente l'entreprise dans la direction souhaitée. À cet égard, l'exemple de Patrice Motsepe, le fondateur d'AfricanRainbowMinerals, est édifiant. Sa communication claire, visionnaire et authentique a contribué à positionner son entreprise comme un leader incontesté dans le secteur des ressources naturelles en Afrique du Sud. La cohérence entre sa vision et ses actions a renforcé la confiance des parties prenantes, des investisseurs aux employés, et a joué un rôle déterminant dans la

croissance de l'entreprise.

AlikoDangote, dont nous avons déjà parlé, est une référence incontestable en matière de communication du dirigeant en Afrique. Sa capacité à communiquer efficacement sur les enjeux économiques et sociaux a contribué à asseoir sa crédibilité, renforçant ainsi la notoriété de son entreprise.

3. Exemples de Dirigeants qui Excellent en Communication

Afin d'illustrer concrètement l'importance de la communication du dirigeant sur notre continent, nous pouvons citer des personnalités emblématiques qui excellent dans ce domaine. Je commencerai par Tony Elumelu, l'entrepreneur et philanthrope nigérian, qui a su bâtir une réputation solide grâce à sa communication stratégique. Il est le fondateur de la Tony ElumeluFoundation, qui soutient l'entrepreneuriat en Afrique. Sa communication visionnaire et son engagement en faveur de l'entrepreneuriat ont renforcé sa notoriété et inspiré de nombreux autres acteurs du continent. Ses conseillers en communication sélectionnent soigneusement les plateformes ainsi que les contenus à diffuser, dans le but de maintenir une image de marque préalablement définie.

Une autre illustration est celle de Fabrice Sawegnon, fondateur et dirigeant de Voodoo Group (une agence de communication en Côte d'Ivoire), ainsi que de LIFE TV (chaîne TV généraliste en Côte d'Ivoire). Sawegnon est un exemple notable de la manière dont la communication du dirigeant

peut contribuer au succès de l'entreprise. Sa créativité et sa vision stratégique sont reflétées dans la communication de son entreprise, ce qui lui a permis de se positionner comme un acteur majeur du secteur de la communication en Afrique de l'Ouest.

Stanislas Zeze, PDG de Bloomfield Investment Corporation au Bénin, est un autre exemple pertinent. Son engagement en faveur de la finance inclusive et son approche transparente dans la gestion de sa société ont renforcé sa crédibilité et sa notoriété sur le continent. Dans le cadre de sa communication, il privilégie la prise de parole en public, notamment dans le cadre de conférences de haut niveau. Fait notable, il a également publié un livre qui retrace son parcours inspirant.

La communication du dirigeant est bien plus qu'un simple outil. En effet, elle peut se révéler être un pilier pertinent de la stratégie d'une entreprise ou d'une organisation. Les startups et les « licornes » en sont des cas réels dans le monde ; notamment aux Etats-Unis. Elle a évolué au fil du temps, devenant un catalyseur de changement, de réussite et de développement. Elle mérite donc une attention particulière pour valoriser la notoriété de l'entreprise et la propulser vers de nouveaux sommets. Les exemples de dirigeants tels que Thione Niang, Tony Elumelu, Fabrice Sawegnon, Mossadeck Bally, Stanislas Zeze et AlikoDangote illustrent de manière éloquent comment une communication efficace peut contribuer au succès et à la renommée d'une entreprise en Afrique.

Aujourd'hui, de plus en plus de chefs d'entreprises comprennent que la communication du dirigeant n'est plus seulement un simple accessoire, mais un catalyseur de changement, de réussite et de développement. Elle mérite donc une attention particulière et surtout, elle doit être menée par de vrais professionnels !



Cyrille Djami est un spécialiste en Communication Stratégique et d'Influence, avec une vaste expérience dans le conseil aux organisations et aux personnalités publiques. Depuis de nombreuses années, il se consacre à la création et à la gestion de l'image de marque, de la réputation et de la notoriété de ses clients, avec un accent particulier sur le continent africain.

M. Djami est également un mentor qui consacre régulièrement son temps à l'encadrement des étudiants en communication en Afrique. En tant qu'intervenant fréquent dans les médias, il partage souvent son expertise sur des sujets relatifs à la Communication et aux médias.

TOUTE L'ACTUALITE EST ICI

UN SYSTÈME ÉDUCATIF DÉSUET, EN PARTIE
RESPONSABLE DU CHÔMAGE DES JEUNES

MÉTIERS PORTEURS: LE NUMÉRIQUE

CONSEILS & GUIDE PRATIQUE
POUR PARENTS D'ÉLÈVES &
D'ÉTUDIANTS, ÉTUDIANTS,
LYCÉENS, COLLÉGIENS, ET
DIPLOMÉS SANS EMPLOIS

PAWOU P. BATANA

CO-FONDATEUR & DIRECTEUR GÉNÉRAL
IPNET INSTITUTE OF TECHNOLOGY
PALME INTERNATIONALE DE
L'UNIVERSITÉ LA PLUS INNOVANTE
DU TOGO
PRIX AFRICAIN DU MÉRITE ET DE
L'EXCELLENCE, KIGALI, RWANDA

Préface de
Alpha BARRY, CEO ATOS AFRICA

MÉTIERS PORTEURS : LE NUMÉRIQUE.
Editions Continents
Prix de l'ouvrage : 18.500f CFA

Le Madrigal
BOULEVARD

Open mic
JEUX DE SOCIÉTÉ
TOUS LES MERCREDIS

TOUT FEU
TOUT FLAMME
TOUS LES JEUDIS

Live & Show
TOUS LES VENDREDIS

SOIRÉE SURPRISE
AVEC DJ SPICES
TOUS LES SAMEDIS

JAMAICAN GIRLS PARTY 2.0
TOUS LES DIMANCHES

RESERVATION +228 96 25 14 23 / 93 32 09 22
AVENUE, RUE DES TÉMOINS À CÔTÉ DE M^{RODE} APPARTS



**CECI N'EST PAS UN
SIMPLE PICK-UP, C'EST UN**

DMAX



Tél: +228 22 61 27 76 / 77/ 78
Mob: +228 93 25 96 96



Diwainternational

[www. Diwa.tg](http://www.Diwa.tg)